

Département de l'Isère
Canton de l'Oisans
Commune LES DEUX ALPES

DELIBERATION N° 2022-043

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 11 avril 2022

L'an deux mille vingt-deux, le 11 avril à 19h00,

Le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 7 avril 2022, a tenu une réunion en session ordinaire et en présentiel, sous la présidence de M. Éric GRAVIER.

Étaient présents en séance :

Éric GRAVIER, Agnès ARGENTIER, Patrick PELLORCE, Cécile NEYRAUD, Françoise MOREAU, adjoints

Marie-Hélène COING, maire déléguée de Mont de Lans.

Jean-Luc BISI, Paul VAN LEEUWEN, Fabien VEYRAT, Pascal ESPITALLIER, conseillers municipaux.

Étaient absents ou excusés : Christophe AUBERT, Laurent GIRAUD, Anne MILLET, Ugo MOUNIER, André GARDEN, Stéphane VAISSIERES.

Étaient représentés dans le cadre d'une procuration :

Pierre BALME donne procuration à Christophe AUBERT

Enrica TASSO donne procuration à Éric GRAVIER

Céline VALETTE donne procuration à Cécile NEYRAUD

Angélique AGUILAR donne procuration à Anne MILLET

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il a été procédé à la nomination des secrétaires de séance pris au sein du conseil : Mme Marie-Hélène Coing et M. Pascal Espitallier ayant obtenu la majorité des suffrages, ont été désignés pour remplir ces fonctions qu'ils ont acceptées et conformément à l'article L.2121-18 du même code, la séance a été publique.

DOMAINE : FINANCES LOCALES – 7.5.1 – Subventions aux associations

OBJET : Subvention à l'association Amicale du personnel communal

VU le Code Général des Collectivités territoriales, notamment l'article L2121-29,
VU la convention jointe.

Monsieur Éric Gravier, désigné Président de séance par le maire qui a dû s'absenter, donne la parole à Madame Cécile Neyraud.

Elle expose à l'assemblée que le budget alloué aux subventions associatives s'inscrit dans une politique d'aide aux associations qui participent à l'intérêt général, à travers leurs actions quotidiennes et marque la volonté municipale de soutenir financièrement ses associations.

La commission associative a rencontré les membres du bureau de l'Amicale du personnel communal. Ceux-ci ont présenté une volonté de réactiver l'association, en sommeil depuis plusieurs années, pour proposer différentes activités aux personnels et les fédérer autour de projets communs.

De son côté, la commission a demandé leur collaboration afin d'apporter aide et soutien à l'Office du tourisme dans le cadre des événements qu'il organise.

En contrepartie, il est proposé d'accorder une subvention de 15 000 € dont les objectifs seront formalisés dans une convention à savoir, 5 000 € pour la contribution au fonctionnement et 10 000 € pour le soutien aux événements sur 2022.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et après que Monsieur le premier adjoint ait demandé à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir, à l'unanimité des suffrages exprimés et avec l'abstention de Céline Valette :

- **DECIDE** d'octroyer une subvention de 15 000 € à l'association « Amicale du personnel communal »,
- **APPROUVE** la conclusion d'une convention d'objectifs,
- **AUTORISE** le maire à signer la convention susvisée.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et ans que dessus. Au registre sont les signatures.



Pour extrait conforme,
Le maire, Christophe AUBERT



CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS AVEC UNE ASSOCIATION

Entre

La commune Les Deux Alpes, représentée par le maire en exercice, Christophe AUBERT, et désignée sous le terme « l'Administration », dûment habilité par délibération n° 2022-043 en date du 11 avril 2022,

D'une part

Et

L'amicale du personnel, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé, Mairie, 48 avenue de la Muzelle, BP 12, 38860 LES DEUX ALPES, représentée par Monsieur Nordine BEKKA, Président,

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le budget alloué aux subventions associatives par la commune Les Deux Alpes s'inscrit dans une politique d'aide aux associations qui participent à l'intérêt général, à travers leurs actions quotidiennes et marque la volonté municipale de soutenir financièrement ses associations.

La commission associative qui a rencontré les membres du bureau de l'Amicale du personnel communal a constaté une forte motivation et une importante implication pour réactiver l'association, en sommeil depuis plusieurs années.

Elle a décidé de proposer différentes activités aux personnels et de les fédérer autour de projets communs. L'association souhaite également apporter sa collaboration et son soutien à l'Office du tourisme dans le cadre des événements qu'il organise pour contribuer à l'intérêt général des événements organisés par la station.

C'est pourquoi, le conseil municipal a décidé d'allouer une subvention de 15 000 €.

ARTICLE 1 - Objet

La présente convention définit les termes du partenariat pour la participation financière apportée par la commune aux activités d'intérêt général menées par l'amicale du personnel.

Les dispositions de la présente convention portent notamment sur les modalités du concours financier de la commune.

ARTICLE 2 – Activités d'intérêt général de l'association

L'association apportera sa collaboration et son soutien à l'Office du tourisme dans le cadre des événements qu'il organise pour contribuer à l'intérêt général des événements organisés par la station.

ARTICLE 3 – Objectifs

La subvention est attribuée notamment pour soutenir l'amicale du personnel aux frais qu'elle engagera pour sa collaboration événementielle auprès de l'Office du Tourisme

ARTICLE 4 - Durée

La convention est conclue pour la durée de l'exercice 2022.

ARTICLE 5 – Montant de la subvention

Pour l'année 2022, l'Administration contribue financièrement pour un montant de 15 000 € affecté ainsi :

- Contribution au fonctionnement : 5 000 €
- Soutien à la collaboration événementielle : 10 000 €

Le financement public n'excède pas les coûts liés à la mise en œuvre du projet associatif.

ARTICLE 6 – Modalités de versement

La contribution financière est créditée au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur.

IBAN FR76 1680 7001 5532 1705 7821 561 DOMICILIATION : BPAURA LES DEUX ALPES

L'ordonnateur de la dépense est le Maire de la commune Les Deux Alpes et le comptable assignataire est le Trésorier de La Mûre d'Isère

ARTICLE 7 – Obligations de l'association

L'Association s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice 2022 les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059) ;
- Les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal officiel ;
- Le rapport d'activité N-1 permettant de déterminer l'affectation de l'aide financière versée par la commune.

ARTICLE 8 – Obligations de l'Administration

La commune s'engage à verser la subvention sous un délai de 30 jours maximum, à compter de la signature de la présente convention.

ARTICLE 9 – Autres engagements

L'amicale du personnel sera partenaire dans l'organisation des événements de la station organisés par l'Office de tourisme qui participent à la promotion de la station des 2 Alpes. Ce partenariat se fera par la mise à disposition des membres de l'association en fonction des besoins.

L'Association informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans convention, l'Association en informe l'Administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 10 - Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de l'Administration, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 5 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

L'Administration informe l'Association de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 – Contrôle de l'Administration

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'Administration. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

L'Administration contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, l'Administration peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 12 - Renouvellement

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 7 et aux contrôles prévus à l'article 10 de la présente convention.

ARTICLE 13 - Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 14 – Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 15 - Recours

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention relève du Tribunal Administratif du ressort de GRENOBLE.

Les Deux Alpes, le

Pour l'association
Le Président, Nordine BEKKA

Pour l'Administration
Le Maire, Christophe AUBERT

